

TABLE DES MATIÈRES (*)

	PAGES
REMERCIEMENTS	XIII

INTRODUCTION

Mondialisation, droits des peuples
et État de droit
PAR
Daniel MOCKLE

PARTIE I

Enjeux et mise en contexte

CHAPITRE PREMIER

MONDIALISATION ET ÉTAT DE DROIT
PAR
Daniel MOCKLE

1 INTRODUCTION.	27
2 LA MONDIALISATION DE L'ÉTAT DE DROIT	33
2.1 <i>L'expansion d'un modèle hégémonique</i>	33
2.2 <i>L'universalisation du principe et la prééminence du constitutionnalisme</i>	46
3. LA RECONFIGURATION DE L'ÉTAT DE DROIT	56
3.1 <i>Le dédoublement de la limitation de l'État par le droit</i>	58
3.2 <i>Les nouveaux espaces normatifs</i>	63
3.3 <i>La recherche de nouvelles formes de légitimité</i>	70
4. CONCLUSION	76

(*) Pour des fins d'harmonisation, le nombre de niveaux des tables des matières a été limité à trois. Les textes d'Hélène Piquet et de Laurent Gaba comptent, réciproquement, cinq et six niveaux.

CHAPITRE II

LA MONDIALISATION, L'ÉTHIQUE ET LE DROIT

PAR

Jacques-Yvan MORIN

1 INTRODUCTION.	81
2 EXISTE-T-IL UNE ÉTHIQUE UNIVERSELLE DU BIEN COMMUN ?	88
2.1 <i>L'idée de bien commun dans le cadre des États</i>	89
2.1.1 Liberté individuelle et bien commun aux XVIII ^e et XIX ^e siècles	90
2.1.2 Ultralibéralisme et <i>common good</i> aux États-Unis	94
2.2 <i>L'éthique du bien commun est-elle transposable dans les rapports internationaux ?</i>	98
2.2.1 Les logiques de la mondialisation	99
2.2.2 Le bien commun mondial	100
3 NORMES ET INSTITUTIONS DU BIEN COMMUN MONDIAL	106
3.1 <i>Le droit au développement, les normes sociales et environnementales</i>	109
3.1.1 Le droit au développement	111
3.1.2 Les normes sociales et environnementales	113
3.2 <i>L'État de droit et la mondialisation : un paradoxe</i>	121
3.2.1 L'État de droit remis en cause par la mondialisation ultralibérale	123
3.2.2 L'État de droit essentiel à une mondialisation de type libéral	124
4 CONCLUSION	133

PARTIE II

La mondialisation de l'État de droit

CHAPITRE PREMIER

MONDIALISATION, ÉTAT DE DROIT
ET CONSTRUCTION EUROPÉENNE

PAR

Christine BERTRAND

1 INTRODUCTION.	141
2 LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE OU LA RECHERCHE D'UNE CONCILIATION ENTRE MONDIALISATION ET ÉTAT DE DROIT	146
2.1 <i>La construction européenne constitue une illustration de la mondialisation du droit</i>	147

	PAGES
2.2 <i>La construction européenne constitue une illustration de la diffusion de la notion d'État de droit</i>	150
3 LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE : UNE MONDIALISATION DU DROIT QUI NE SE FAIT PAS AU BÉNÉFICE EXCLUSIF DE L'ÉTAT DE DROIT	153
3.1 <i>Les limites à l'amélioration de la protection des droits et libertés.</i>	153
3.2 <i>La permanence d'une logique d'économie de marché dans l'Europe communautaire</i>	156
4 CONCLUSION	159

CHAPITRE II

ÉTAT DE DROIT ET TRADITION JURIDIQUE CHINOISE

PAR

Hélène PIQUET

1 INTRODUCTION.	161
2 LES ORIGINES ET L'ÉVOLUTION DU DÉBAT SUR LA PLACE DU DROIT	163
2.1 <i>La tradition juridique chinoise de l'ère impériale.</i>	163
2.1.1 Aux sources du droit chinois	163
2.1.2 Les rapports entre État et société dans la Chine impériale	269
2.2 <i>La tradition juridique chinoise en transition depuis 1911</i>	170
2.2.1 La réception incomplète du droit occidental en Chine Républicaine	171
2.2.2 La place changeante du droit dans la Chine maoïste et post-maoïste	173
3 L'ÉTAT DE DROIT DANS LA CHINE DES RÉFORMES	176
3.1 <i>Le contenu du concept dans la Chine post-maoïste</i>	176
3.1.1 Le cadre conceptuel du débat : les quatre principes fondamentaux et l'étape primaire du socialisme	176
3.1.2 De <i>fazhi</i> à État de droit socialiste.	179
3.2 <i>La « longue marche » du gouvernement par la loi à l'édification d'un État de droit socialiste</i>	189
3.2.1 Les obstacles d'ordre culturel et systémique	189
3.2.2 L'impact de la mondialisation sur la Chine	193
4 CONCLUSION	194

CHAPITRE III

L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

PAR

Laurent GABA

1 INTRODUCTION.	200
2 L'ÉTAT DE DROIT ET LA DÉMOCRATIE : LES OBSTACLES À LEUR IMPLANTA- TION EN AFRIQUE TROPICALE	202
2.1 <i>L'État de droit en perspective</i>	203
2.1.1 La dimension historique	203
2.1.2 La conception actuelle de l'État de droit	206
2.1.3 Le système autoritaire: l'État de police, la dictature, le totalita- risme	211
2.2 <i>Les obstacles à l'implantation de l'État de droit et de la démocratie en Afrique tropicale</i>	213
2.2.1 Les obstacles exogènes : le marxisme, les théories libérales de la modernisation, leur impact sur les régimes africains et les sou- tiens aux despotes tropicaux	214
2.2.2 Les obstacles endogènes et les pièges à éviter	224
2.2.3 Les effets pervers de la conception et de la structure du pouvoir en Afrique tropicale	237
3 L'AFRIQUE PEUT-ELLE ACCÉDER À LA DÉMOCRATIE ET À L'ÉTAT DE DROIT ? .	244
3.1 <i>Au plan continental : la Charte Africaine et la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples</i>	246
3.1.1 <i>La Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples</i>	247
3.1.2 La Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples	253
3.2 <i>Au niveau des États : les nouvelles Constitutions</i>	254
3.2.1 Le contenu de ces Constitutions	254
3.2.2 La portée de ces Constitutions et la nécessité de la formation	255
3.3 <i>Au plan international</i>	257
3.3.1 La déclaration et le programme d'action de Vienne : perspectives d'une coopération internationale accrue en matière des droits de l'homme	258
3.3.2 De la mobilisation objective de l'opinion internationale	260
4 CONCLUSION	265

PARTIE III

L'impact des dimensions supranationales
et des nouveaux espaces normatifs

CHAPITRE PREMIER

MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE
ET INTERNATIONALISATION DU DROIT DES AFFAIRES :
UNE ABDICATION DE L'ÉTAT DE DROIT?

PAR

Jean-François RIFFARD

1 INTRODUCTION.	275
2 L'ÉMERGENCE D'UN DROIT INTERNATIONAL DU COMMERCE	280
2.1 <i>Les instruments de l'unification par voie étatique.</i>	281
2.2 <i>Les limites à l'unification par voie étatique</i>	282
3 L'EXISTENCE D'UN DROIT ANATIONAL	283
3.1 <i>Bref aperçu du contenu de la lex mercatoria</i>	284
3.2 <i>La lex mercatoria symbole de l'abdication de l'État de Droit?</i>	287
4 CONCLUSION	289

CHAPITRE II

ÉTAT DE DROIT ET MODES PRIVÉS
DE GESTION DES DIFFÉRENDS

PAR

Louise LALONDE

1 INTRODUCTION.	291
2 MODES COMMUNICATIONNELS ET MODES DE RÉGULATION	296
2.1 <i>Caractéristiques communicationnelles des modes de PRD</i>	297
2.2 <i>Spécificité régulatrice des modes de PRD</i>	304
3 MONDIALISATION, ÉTAT DE DROIT ET MODES DE PRD	308
3.1 <i>Vecteurs de la mondialisation et oppositions à la mondialisation</i>	309
3.2 <i>Vecteurs de l'État de droit et oppositions à l'État de droit</i>	314
4 CONCLUSION	318

CHAPITRE III

LES EXIGENCES DE L'ÉTAT DE DROIT
DANS LE CONCEPT DE PATRIMOINE COMMUN
DE L'HUMANITÉ : RÉFLEXION
AUTOUR DE LA MISE EN REPRÉSENTATION
DE LA LÉGITIMITÉ AU PLAN INTERNATIONAL

PAR

Sylvie PAQUEROT

1 INTRODUCTION.	322
2 UNE CONCEPTION SOLIDARISTE DU PATRIMOINE COMMUN DE L'HUMANITÉ .	323
2.1 <i>Une représentation fondée sur l'égalité</i>	327
2.2 <i>Une forte institutionnalisation pour l'égalité.</i>	329
2.3 <i>Des contrôles et des recours</i>	331
3 LA LIBERTÉ D'ACCÈS COMME PRINCIPE DE GESTION DES RESSOURCES COM- MUNES	333
3.1 <i>Représentation légitime, représentation « efficace »</i>	336
3.2 <i>Une institutionnalisation garante de la liberté</i>	340
3.3 <i>Des institutions vouées à assurer le bon fonctionnement du marché</i> . . .	342
4 CONCLUSION: DEUX CONCEPTIONS DU PATRIMOINE COMMUN DE L'HUMA- NITÉ, DEUX CONCEPTIONS DE L'ÉTAT DE DROIT	346

CHAPITRE IV

REFUS DE LA MONDIALISATION
ET REMISE EN QUESTION DE L'ÉTAT DE DROIT :
L'EXEMPLE FRANÇAIS D'UNE DÉMOCRATIE
EN VASE CLOS

PAR

Robert PONCEYRI

1 INTRODUCTION.	352
2 UNE VIE POLITIQUE MANQUANT DE PERSPECTIVE INTERNATIONALE : L'EXEMPLE ÉCLAIRANT DES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES	352
2.1 <i>Le Chef de l'État, homme-clé des relations internationales</i>	353
2.2 <i>La difficulté du corpus à analyser</i>	354
2.3 <i>La faiblesse quantitative des interventions consacrées à la politique exté- rieure révélatrice des préoccupations supposées de l'électorat</i>	356
2.3.1 Des « professions de foi » succinctes	356
2.3.2 Une place très limitée dans les débats télévisés	358

	PAGES
2.4 <i>L'indigence et les retournements du débat de politique étrangère</i> . . .	360
3 LA PRÉVENTION DE L'ÉLECTORAT FRANÇAIS VIS-À-VIS DES RELATIONS INTERNATIONALES ATTESTÉE PAR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES . . .	364
3.1 <i>Un abstentionnisme record témoin d'une indifférence marquée</i> . . .	364
3.2 <i>La progression révélatrice des votes anti-européens</i> . . .	366
3.3 <i>Les référendums de 1972 et de 1992</i> . . .	370
3.4 <i>Un euroscepticisme en voie de généralisation</i> . . .	371
4 UNE STRUCTURATION PARTISANE INADAPTÉE À LA SCÈNE MONDIALE RÉVÉLÉE PAR LA RÉPARTITION DES DÉPUTÉS EUROPÉENS FRANÇAIS . . .	372
4.1 <i>L'atomisation extrême de la représentation française</i> . . .	373
4.2 <i>Une marginalisation entretenant l'hostilité à l'Europe</i> . . .	377
5 CONCLUSION . . .	378

PARTIE IV

Allocutions de clôture

CHAPITRE PREMIER

RAPPORT DE SYNTHÈSE : MONDIALISATION ET ÉTAT DE DROIT : QUELQUES RÉFLEXIONS

PAR

Dominique TURPIN

1 INTRODUCTION. . .	383
2 CHRONIQUE D'UNE DÉFAITE ANNONCÉE : LA MONDIALISATION CONTRE L'ÉTAT DE DROIT . . .	384
2.1 <i>Le bon (l'État de droit)</i> . . .	385
2.2 <i>La brute (la mondialisation)</i> . . .	386
2.3 <i>Le juriste</i> . . .	388
3 PLAIDOYER POUR UNE CONCILIATION ESPÉRÉE : LA MONDIALISATION DE ET PAR L'ÉTAT DE DROIT . . .	391
3.1 <i>Mondialisation, universalisme des droits de l'homme et souveraineté des États</i> . . .	391
3.2 <i>Mondialisation, États-nations et dimensions identitaires</i> . . .	394
3.3 <i>Mondialisation, État de droit et nouvelles régulations</i> . . .	396

CHAPITRE II

CONFÉRENCE DE CLÔTURE :

LA DIFFICILE INSERTION DE L'ÉTAT DE DROIT

DANS LE PARADIGME DE LA MONDIALISATION

PAR

François CRÉPEAU

1 INTRODUCTION.	399
2 LA GESTION DÉMOCRATIQUE DE L'ORDRE SOCIAL RÉSULTE DE L'INTERAC- TION D'ORDRES JURIDIQUES CONCURRENTS.	401
3 LE SYSTÈME JURIDIQUE DOIT ÊTRE UNE MISE EN REPRÉSENTATION DE LA LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE	404
4 L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE CONTEMPORAIN EST MIS EN CAUSE PAR L'HORIZON- TALISATION DU DROIT ET DES DROITS	407
5 CONCLUSION	410